

Abandonné par Israël, le camp de réfugiés de Jérusalem doit se battre seul contre le COVID-19

Description

Sans tests, sans fournitures médicales, sans zones d'isolement, les habitants du camp de réfugiés de Shuafat se mobilisent pour assurer leur propre sécurité en cas de flambée de la maladie.

Par Yuval Abraham, 11 avril 2020



Vue du mur de séparation et du camp de réfugiés de Shuafat à Jérusalem, 22 mars 2020. (Photo Olivier Fitoussi/Flash90)

À l'heure où survit la pandémie de coronavirus, les habitants de ce pays s'inquiètent dans leur grande majorité de leur état de santé physique et mentale et de leur situation économique. Ces inquiétudes sont tout aussi réelles pour les habitants du camp de réfugiés de Shuafat, situé dans les limites municipales de Jérusalem, mais de l'autre côté du mur de séparation.

Adnan, jeune homme qui travaille dans la haute technologie, dit que son corps se délabre peu à peu après tant de semaines à ne serrer personne dans ses bras. Aysar, chef dans un restaurant local, a beaucoup de mal à dormir depuis que son établissement a fermé. Ilham, fille d'une famille de réfugiés de Jaffa, se fait du souci pour sa mère vieillissante qui passe ses journées dans son appartement.

Mais les résidents du camp souffrent d'un problème supplémentaire, unique et particulièrement cruel : Israël les a complètement abandonnés de l'autre côté du mur.

« Le mur de séparation nous a déconnectés de Jérusalem et a déconnecté Jérusalem de nous », dit Kamel Jaabri, qui participe à la gestion d'une organisation de jeunes dans le camp et qui est basé à Kulna Jerusalem, une ONG locale qui fait le lien entre Palestiniens et Juifs israéliens dans la ville. « En ce moment, à l'ombre du coronavirus, cette connexion est dangereuse. »

Le problème central, selon Jaabri, c'est que les autorités n'ont pas mis en place de poste de testage dans le camp et n'ont pas créé de zone d'isolement pour les personnes contaminées. Ce type d'infrastructure est capital étant donné l'énorme densité démographique de Shuafat, qui rend difficile l'application réelle de la distanciation sociale, surtout lorsqu'on envisage la possibilité de voir Israël isoler le camp en fermant le checkpoint d'entrée dans Shuafat en cas de flambée épidémique.

« Si nous voyons une flambée [dans Shuafat], les autorités ne nous traiteront pas comme elles l'ont fait. Bnei Brak, elles fermeront immédiatement le checkpoint. Ce sera une catastrophe. Le gouvernement a déjà envisagé de le faire il y a deux semaines, alors qu'ici, il n'y a pas un seul cas de contamination. Qu'est-ce qui va se passer quand nous aurons des cas ? À leur sera égal. Personne ne sera conduit dans un centre d'isolement », conclut Ja'abri.

Le mur de séparation a été construit il y a une quinzaine d'années, et depuis lors la municipalité, qui est en charge de cette zone, n'a pas dispensé aux résidents du camp certains services sociaux et essentiels. Magen David Adom, l'organisme israélien d'urgence médicale, ne pénètre pas dans le camp de réfugiés de Shuafat, et pour effectuer des tests du coronavirus, les résidents doivent franchir le checkpoint et se rendre dans un hôpital proche.



Un bénévole marche dans une ruelle du camp de réfugiés de Shuafat (Kamel Ja'abri)

Moshe Leon, maire de Jérusalem, a désapprouvé la tentative du gouvernement israélien de fermer le checkpoint de Shuafat, mais de nombreux résidents du camp pensent que cela pourrait encore se produire. « Le mur a été construit dans le cadre d'une politique démographique dont le but est de nous faire sortir de la ville », dit Ja'abri. « Pour moi, pour tous ceux qui vivent ici, il est évident qu'Israël ne veut pas de nous. C'est pourquoi il est vital de demander la construction d'un centre de tests et d'une zone d'isolement à l'intérieur du camp. De cette façon, si on nous maintient à l'intérieur, nous aurons l'infrastructure voulue pour faire face à la crise ».

Orphelins face à la pandémie

Le porte-parole du ministère israélien de la Santé dit qu'il n'existe aucun projet de construction d'un centre de confinement ou d'un poste de testage de l'autre côté du mur de séparation. « Notre point de départ, c'est que la création de postes dans Jérusalem-Est suffit pour répondre aussi aux besoins de ces personnes. Ils doivent franchir le checkpoint et être testés. Si, Dieu ne plaise, le checkpoint est fermé, cette question se posera, et nous y répondrons ». Le porte-parole a ajouté qu'il n'avait pas de données sur le nombre de patients atteints du COVID-19 dans le camp, et que « le ministère ne procède pas des identifications par nationalité ». En d'autres termes, le ministère ne publie pas de données sur les contaminations quartier par quartier, mais uniquement ville par ville.

« C'est une situation dangereuse », souligne Abir Joubran Dakwar, avocate de l'Association pour les droits civils en Israël. « Si le gouvernement décide de fermer le checkpoint, nous ne pourrions pas savoir si cette mesure est justifiée par des motifs sanitaires ou si elle est prise pour des raisons politiques ». Selon Farad Zaghir, médecin dans un dispensaire de Shuafat, il n'y a actuellement pas de cas connus de COVID-19 dans le camp.

«C'est une bombe à retardement», dit Zaghir, «il suffit qu'une personne tombe malade et le virus peut se propager très vite. Mon dispensaire manque d'alcool, de gants, de tests pour les soignants et de masques de protection. Le personnel n'a pas encore reçu de formation pour faire face au coronavirus. Les médecins du camp n'ont pas les outils voulus pour agir face à la pandémie. C'est une urgence. J'ai contacté le ministre de la Santé il y a une semaine mais on ne nous a encore rien donné».

Alors qu'Israël ne fournit pas la plupart des services nécessaires aux quartiers palestiniens de l'autre côté du mur, il continue d'empêcher l'Autorité palestinienne (AP) de le faire. La semaine dernière, la police de Jérusalem a arrêté [Fadi al-Hadami](#), ministre palestinien des Affaires de Jérusalem, ainsi qu'[Adnan Ghaith](#), gouverneur de Jérusalem de l'AP, soupçonnés d'agir en vue de la coordination des réponses de l'AP au coronavirus à Jérusalem-Est et de violer ainsi la souveraineté israélienne. «D'un côté ils ne nous accordent pas de droits, de l'autre ils incarcèrent toute personne qui s'efforce de combler le vide laissé par Israël», dit Ja'abri. «Aujourd'hui, tandis que la pandémie explose au-dehors, cette politique pourrait déboucher sur une catastrophe».

Muatasim, habitant de Kufr Aqab, un autre quartier de Jérusalem situé au-delà du mur, dit qu'il a vu des représentants de l'AP arpenter les rues et demander aux habitants de rester chez eux. «En plus, ils ont désinfecté le quartier et fait une bonne partie du travail qu'Israël a negligé», ajoute-t-il. «Leur participation a augmenté à mesure que la crise s'aggravait. Dans le passé je ne les voyais pas souvent par ici».

L'AP a lancé récemment une campagne de dons pour fournir de la nourriture et du matériel à des familles de Jérusalem dans le besoin. Cette campagne comportait un site web où les résidents de la ville pouvaient solliciter anonymement une assistance ou faire un don. Selon des habitants du camp de Shuafat, de nombreuses familles du camp et de Kufr Aqab se sont adressées au site pour demander de l'aide, mais Israël a entravé plusieurs reprises la réussite de la campagne. «C'est pour cela qu'ils ont arrêté le gouverneur de Jérusalem», dit Ja'abri.

Coincés entre le désintéressement gouvernemental et le blocage de l'aide provenant de l'AP, les résidents de ces quartiers se retrouvent orphelins face à une dangereuse pandémie. La ville n'a pas fait grand-chose, à part poursuivre les personnes qui violent les directives de confinement du gouvernement israélien ; et, à la suite d'une requête présentée par l'ONG israélienne Ir Amim, elle a désinfecté quelques rues de Kufr Aqab.

Au vu de ce désintéressement, plusieurs organisations indépendantes ont émergé dans le camp. «Je distribue dans la rue des flyers donnant les consignes du ministre de la Santé», explique Ja'abri. «Notre activité consiste à enseigner aux enfants des notions sur le coronavirus, parce que c'est eux qui sont le plus attachés à leurs grands-parents».

«Foncièrement» dangereux et hostiles

Au cours de ces dernières semaines, des organisations locales et des responsables du camp ont mis sur pied un centre d'urgence, qui a financé son propre centre de confinement et ses équipements de protection, et a entrepris de nombreuses actions pour désinfecter les espaces

publics et pour apporter aux résidents des informations sur le COVID-19. â??Nous nous sommes unis pour combattre le coronavirusâ?• dit Aysar, résident du camp.

Environ un tiers des résidents palestiniens de Jérusalem vivent de lâ??autre côté du mur, dans des conditions misérables et une terrible pauvreté. Munir Zughir, chef du comité des résidents de Kufr Aqab, se demande comment il est possible que des membres si nombreux du grand public israélien soient indifférents   ce qui se passe   Jérusalem-Est. Selon lui, le grand public et les représentants du gouvernement israélien per soient la population du quartier comme â??fonci rementâ?• dangereuse et hostile, ce qui fournit encore une autre â??justificationâ?• pour cet abandon.

â??Je vais vous donner un exempleâ?•, dit Zughir. â??Depuis maintenant un mois, les gens n  ont pas de revenu et la situation est difficile. C  est pareil dans beaucoup d  autres lieux, mais ici, on a une des populations les plus pauvres de la ville même sans la crise du coronavirus.â?•



Des enfants du camp de réfugiés de Shuafat tiennent des flyers contenant des informations sur le COVID-19. Jérusalem (Kamel Ja  abri)

â??Ce n  est pas qu  il n  y ait rien   manger, il y a beaucoup de dons de nourritureâ?•, poursuit-il. â??Le grand problème, c  est le gaz et lâ??électricité. Certaines personnes n  ont pas d  argent pour payer les factures et restent assis dans le noir. J  ai demandé au ministère du Travail, des Affaires sociales et des Services sociaux d  envoyer des bons   63 familles dans le besoin. Ils m  ont annoncé il y a cinq jours qu  une personne de leurs services viendrait faire une tournée dans le quartier et inscrirait les familles. Mais cet employé n  est pas venu parce qu  il a dit que c   tait dangereux, qu  il y avait des tirs d  armes   feu, etc. Ce n  est pas vrai.â?•

â??Quand des agents armés de la police des frontières entrent dans le camp, cela suscite évidemment des tensions et les adolescents commencent   jeter des pierres. Mais d  autres fonctionnaires gouvernementaux ne posent pas de probl  meâ?•, assure Ja  abri.

â??On raconte au grand public israélien une histoire sur une population hostile qui refuse toute coop rationâ?•, ajoute-t-il. â??Et en effet, il existe une antipathie pour les Israéliens qui provient d  ann es d  oppression et de conflit â??les raisons en sont politiques. Mais tant qu  Isra l contrôlerait cette zone il en sera responsable et devra trouver un moyen d  agir ici, surtout lors d  une crise.â?•

â??  mon avis, la meilleure conduite   tenir dans cette crise, c  est de parvenir   une coopération plus étroite entre les responsables locaux, auxquels les résidents font confiance, et les autorités israéliennes. Nous tendons la main. C  est une question de vie et de mort, mais on nous ignore constamment, le désintérêt continue, et tout ce que nous entendons, ce sont des clichés sur notre absence de coopération.â?•

Cet article a initialement été publié en hébreu sur Local Call. Lisez-le [ici](#).

Traduction : SM pour lâ??Agence Média Palestine

Source : [+972 Magazine](#)

date créée
2020/04/14